

# Consultation citoyenne

## UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON-SORBONNE

### **Organisateur:**

**Fabienne PERALDI LENEUF**  
UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON-SORBONNE  
12 rue St HYPPOLITE  
75014 PARIS

### **Intitulé de l'activité :**

CITOYENNETE – VALEURS – DROITS FONDAMENTAUX –  
DEMOCRATIE EUROPEENNE

### **Description de l'activité**

Forum avec les étudiants étudiants en droit de licence 2e année  
Le 16/10/2019 de 16h à 18h

250 participants environ

### **Intervenants ou grands témoins:**

M. Arnaud MAGNIER, Secrétaire général des consultations citoyennes,

Les PROFESSEURS: Fabienne PERALDI LENEUF, Isabelle PINGEL,  
Sophie ROBIN OLIVIER

### **Thèmes/Questions posées**

Principe des consultations citoyennes

M. Arnaud MAGNIER, Secrétaire général des consultations citoyennes, rappelle que le but est de restituer au Président de la République un rapport le plus précis sur l'Etat de l'opinion publique. Le Projet a été initié par la France pour ouvrir le mécanisme de démocratie participative, entendre tous les citoyens sur l'Europe. Plus de 1020 consultations citoyennes ont eu lieu, DROM compris.

*Question 1/ Quel est l'intérêt et la portée et des consultations citoyenne ?*

Les restitutions seront envoyées au Conseil national des débats publics qui va établir un rapport qui sera transmis au Conseil européen le 14 décembre à Bruxelles. Le rapport sera partagé avec tous les Etats de l'Union Européenne et présenté aux chefs d'Etats. Il y a une ambition du côté français que ces consultations permettent de changer l'esprit des institutions et évoluer vers plus de démocratie.

### Question 2/ L'Union Européenne a-t-elle d'autres valeurs que le libéralisme économique ?

Professeurs/ Etudiants discussion: Dans les traités, à l'article 2 TUE, on retrouve les valeurs de l'Union Européenne dont la défense de la démocratie sous toutes ses formes, droits fondamentaux, protection des minorités...

Dans la réalité, l'Union Européenne depuis plus de 60 ans, lutte contre toutes les discriminations par l'intermédiaire de la Cour de Justice qui tente de faire avancer l'Europe fiscale, l'Europe sociale, qui n'est pas celle de l'Europe spécifiquement économique et libérale.

L'Union tient ses compétences et attributions de ses Etats membres. Elle ne pourra avancer que si les Etats décident d'avancer dans le même sens. Tous les Etats doivent accepter de faire avancer le système libéral vers un système plus social. Ils ont la main sur l'évolution de l'Union Européenne. Forte importance du résultat des élections européennes.

**L'Union est libérale elle protège les libertés en lien avec le conseil de l'Europe, ces libertés sont économiques mais pas seulement elles sont aussi individuelles.** Il y a une extension sur la protection de la vie privée, l'espace numérique par exemple. Quand l'Union protège la liberté du net, il y a une dimension non purement économique car cela n'arrange pas forcément les grands opérateurs qui auraient préféré que la liberté du net ne soit pas ainsi.

Dans la construction du marché, il y a une dimension sociale qui prend différentes formes, dans le libre échange on pense aux marchandises, prestation de service et capitaux mais on considère très peu la liberté des mouvements de personnes. La mobilité des travailleurs n'est pas toujours simple, alors que c'est un des socles du marché intérieur. Il est question de protéger les migrants, et ce, contre la volonté de certains Etats membres. Une partie du marché intérieur correspond à la mobilité des travailleurs.

Domaine de la politique sociale de l'Union Européenne : lutte contre les discriminations dans les textes (sexe, nationalité, orientation sexuelle, handicap, âge...) qui s'imposent à tous les Etats et qui obligent les employeurs à mettre en place des protections, garantir des droits aux travailleurs.

### Question 3/ Est-ce qu'on reproche souvent à l'Hongrie de ne pas accepter des migrants alors que c'est un problème qui touche l'Europe ?

Intervention d'un étudiant pour répondre : « la migration concerne toute l'Europe, l'Italie, l'on voit ce qui se passe dans la mer méditerranéenne »

Professeur: seuls les Etats feront évoluer l'Union Européenne, si les peuples élisent des gouvernants qui ne souhaitent pas poursuivre les enjeux de l'UE, alors elle stagnera ou se disloquera, certains partiront. Ici c'est la politique qui entre en jeu, la politique nationale se répercute sur l'Union Européenne et le droit qui essaye de s'adapter. Le droit essaye de s'adapter à la politique. Il faut être optimiste parce que les peuples des pays européens ont besoin de protection sociale, que leurs droits fondamentaux soient garantis, ils souhaitent être mobiles.

*Question 4/ Est-ce que la montée en Europe de l'extrême droite (Italie, Angleterre), est un signe qui montre que l'Europe ne marche pas ?*

Professeur: Des critiques sont faites à l'Europe sur le libéralisme économique qui irait trop loin, et l'incapacité à gérer les crises actuelles. Ces éléments sont des facteurs de peur ; ou alors l'Europe n'est pas assez large, protectrice pour créer un sentiment de protection à travers l'Union Européenne. En cas de désaccord, il y a une impuissance qui se dégage et la faute est attribuée à l'incapacité de l'Union Européenne.

Il y a une incapacité à gérer la crise migratoire actuelle, c'est compliqué de démêler les facteurs. La montée de l'extrême droite est difficile à analyser, si c'est à cause de la crise migratoire, si c'est un facteur de peur, l'insécurité entraînant un sentiment de rejet ou est-ce l'Europe qui n'est pas assez protectrice?. Les institutions ne sont pas à l'aise sur ce sujet, il y a une impuissance à l'échelle de l'Union et on reproche cette faiblesse à l'Union Européenne. C'est à nous de faire germer des idées, ce qu'il manque ce sont des idées neuves pour prendre ces sujets qui viendraient des plus jeunes, il faut créer des façons de vivre différentes mais cela ne vient pas des institutions mais plutôt de ce que nous pouvons imaginer (nous étudiants) grâce aux consultations citoyennes.

A. M: Les consultations citoyennes permettent d'entendre ce que les citoyens ont à dire sur l'UE, le but est de restituer au PR ce que les citoyens attendent pour la suite.

*Question 5/ Est-ce que le fait que les Etats membres de l'UE se voient imposer une certaine conception des droits fondamentaux, n'incite pas à provoquer la montée de l'extrême droite ou populisme ?*

A. M: est-ce qu'il y aurait un problème de légitimité politique en Europe sur l'Union Européenne? En quoi elle n'est pas à la hauteur de vos attentes ?

La Commission européenne déplaît-elle à certains? Pour une étudiante, ce n'est pas seulement par rapport à cette Commission, pour elle l'UE reste très détachée de sa population elle n'a pas l'impression d'être une citoyenne européenne et pour elle c'est de là que vient son manque de légitimité. Après le droit constitutionnel en première année de droit, on ne sait pas vraiment placer les textes dans l'ordre hiérarchique.

Professeur : pourquoi ce sentiment de citoyenneté n'existe t-il pas ? L'UE impacte en effet en permanence votre vie mais vous ne vous sentez pas impliqué ? On peut se demander pourquoi, vous allez voter l'année prochaine pour la composition de la Commission Européenne. Peut être y a t-il aussi un plafond de verre entre les institutions européennes et nationales, certains médias, institutions nationales ont tendance à rejeter sur l'Europe certaines fautes.

Autre Professeur : le fait de ne pas être étudiant Erasmus cloisonne aussi le citoyen. En voyageant, on change de perspective et cela donne une vision concrète de l'Europe de se sentir appartenir à quelque chose dans un autre pays.

Une étudiante : l'Europe ne s'adresse pas à tous mais surtout à ceux qui ont des moyens. Les personnes qui ont la chance de voyager en Erasmus s'en rendent compte mais pour ceux qui n'ont pas les moyens, on peut comprendre pourquoi ils ne ressentent pas d'appartenance à l'Europe. Ce n'est pas une « **Europe pour tous** ».

A. M: Qu'est-ce qu'on pourrait faire pour améliorer ce sentiment d'appartenance? Comment faire pour faire émerger une identité collective ?

Une étudiante : Au moment des élections en France, grande mobilisation médiatique etc. Les élections européennes sont très importantes pourtant on n'en parle que peu. La participation très basse. **Proposition = plus grande publicité des élections.** En 2014 : 40% de participation citoyenne, c'est faible. Une plus grande visibilité permettrait donc d'inciter plus à faire voter.

Une étudiante : Pour développer un sentiment d'appartenance européenne, il faudrait enseigner plus tôt le fonctionnement de l'Union Européenne. Le rôle de l'école est de devenir citoyen, et citoyen de l'Europe. Les gens doivent se sentir concernés et donc comprendre comment ça marche.

Professeur : On constate, lors des concours étudiants européens, que les étudiants qui viennent des pays de l'est ou du nord de l'Europe sont très performants sur le droit de l'Union Européenne. Ils ressentent l'Europe comme un moyen de progresser socialement, qui peut être moins le cas pour les pays fondateurs qui la rejette progressivement. Enseigner l'Union Européenne plus tôt, oui, mais ça demande un grand investissement de la part des cours / professeurs d'histoire parce que le programme sur l'Union Européenne est traité très vite à l'école.

Professeur : il existe pourtant dès la primaire une initiation sur l'Europe

**Question 6/ Un article du Monde est paru sur la vente des nationalités de plusieurs pays européens pour favoriser la fraude fiscale. Quand est-ce que l'Union Européenne va prendre des initiatives pour arrêter de favoriser l'évasion fiscale?**

A. M. : Oui, il y a un « Ras-le-bol » des opinions publiques sur le dumping social et fiscal. Pour obtenir ces résultats il faut un changement de traités. l'Union Européenne doit développer ses propres éléments de défense.

Professeur : Changer de traité ne se fait qu'avec l'intégralité des états membres de l'Union Européenne... il faut que les Etats suivent sur ce terrain (au travers des gouvernants). On peut espérer que les résultats aux élections européennes incitent les Etats à avancer vers cette voie.

Un étudiant : il y a du mal à comprendre la position de l'UE, coupe budgétaire sur la cohésion des pays de l'UE, pourquoi cette position en vue de la montée de l'Euroscepticisme ?

A. M. : les Etats membres attendent plus de l'UE avec un budget constant, c'est compliqué. L'UE a proposée plus de dépenses sur les technologies en retirant un peu à la cohésion. On pense que c'est de la folie dans l'Etat actuel de l'UE. Les Etats membres sont de moins en moins à vouloir accepter la hausse du budget de la PAC.

**Question 7/ L'UE a du potentiel pour la transition écologique mais ne l'utilise pas.**

A. M. : depuis la COP21 des citoyens pensent qu'on ne fait rien pour autant il existe pleins de textes qui ne sont pas perçu par les citoyens. Les choses se font mais on n'en a pas conscience.

Une étudiante : l'Union Européenne ne pourrait progresser que si les Etats et les citoyens donnent leurs avis. Il y a des associations, mais on a l'impression que l'Union Européenne est une structure inaccessible et que les idées ne remontent pas ou sont tuées.

A. M. : le droit de pétition est peu utilisé par les citoyens (tout n'a pas été fait pour que la procédure aboutisse?). Le nombre de cas où les pétitions citoyennes remontent est

extrêmement faible. Il faut inventer des nouveaux outils, certes, mais ils ne sont pas assez utilisés par les citoyens.

**Question 8/ Après avoir fait ce rapport pensez vous que ça va influencer le Président ?**

**A. M :** Oui car il faut le tenter, tout les Etats le font et c'est la première fois, selon le même mode opératoire avec le même calendrier. On se donne vraiment des moyens d'avoir une capacité à créer du débat, des échanges. De ces débats doivent aboutir une substance qui fera sens. Au conseil européen du 14 décembre prochain, il y aura un Etat pionnier qui mettra en place des consultations citoyennes et devra ainsi changer des traités.

Les Parlements nationaux s'emparent peu de la question européenne. Ils ne font pas suffisamment usage des processus de contrôle de subsidiarité.

**Question 9/ Tabac et écologie sont les enjeux de notre génération. On sait que les grandes entreprises, lobbyistes, ont une forte influence au Parlement européen, certains lobbys vont jusqu'à écrire les lois. Est-ce qu'il faudrait pas refuser l'introduction de ces personnes dans le débat parlementaire et citoyen, est-ce qu'ils ne sont pas à la mauvaise place?**

**Professeur :** ce n'est pas propre à l'UE car ils sont actifs au niveau national. Il s'agit d'une question liée à la démocratie. Pendant très longtemps les lobbys ont travaillé dans l'ombre en Europe, mais à partir des années 1993, les critiques sur le caractère secret des délibérations, ont permis de développer le principe de transparence des débats au Parlement européen et la création d'un registre des lobbys qui impose à chaque association représentant un intérêt de se faire connaître. Il faut renforcer cela et faire en sorte que chaque intérêt puisse être pris en compte de manière équitable, égalitaire.

**L'étudiant répond :** Impression qu'il y a une grande différence au niveau des moyens des lobbys. Limiter les moyens qui peuvent être mis en ordre, remettre les différents acteurs dans une position similaire.

**A. M :** un des objectifs du principe de transparence. N'importe quel agent d'intérêt, s'il veut pouvoir avoir des rendez-vous, doit figurer dans le registre, dire la nature des ressources qu'ils comptent mobiliser. Parlement européen: à côté des lobbyistes composition de panels d'expert dont les travaux leur permettront de compenser avec les lobbyistes.

**Etudiant :** Chercher à être citoyen, oui, mais les représentants du Parlement européen sont assez absents de l'hémicycle qu'ils soient euro-sceptiques ou non, sauf quand ils sont payés.. Les élections européennes ne servent que de tremplin aux élections municipales... ils n'ont pas de conscience européenne alors comment les citoyens pourraient en avoir une ?

**A. M :** il peut y avoir un effet d'optique lorsque sont filmées les séances en hémicycles à Strasbourg. Ce n'est pas le signe d'un manque d'assiduité des députés, mais tout se fait en commissions à Bruxelles. Dans l'hémicycle de Strasbourg il n'y a que ceux qui suivent de très près des projets, les autres sont sur le terrain. L'engagement des députés européens élus dépend de la désignation des représentants par les partis politiques.

**Question 10/ Cas du glyphosate: l'initiative citoyenne a été signée par 1,5 million de citoyens qui ont voté contre le glyphosate, mais l'Union Européenne a renouvelé pour 5 ans encore l'utilisation du glyphosate. On n'a pas écouté les citoyens alors à quoi bon ?**

Professeur: L'initiative citoyenne n'a pas rebondi sur la proposition sur le glyphosate pour des raisons procédurales. Il faut améliorer le système. Mais sur ce qui a été voté: il y a des Etats qui n'ont aucun intérêt particulier pour la protection de l'environnement contrairement à d'autres. Mais même au Parlement : les parlementaires sont issus des peuples européens et la majorité est libérale, pas forcément en faveur de l'environnemental. Donc si vous souhaitez changer cela, il faut voter pour des représentants écologistes.

Etudiante: l'Europe a réussi dans le domaine économique, mais sur le domaine de l'immigration, l'Europe n'est pas compétente, ce n'est pas normal, ça part de mauvaise foi de se concentrer sur des points économiques. l'Europe ne concentre que sur ses domaines de souveraineté.

Etudiante : L'Europe à géométrie variable est-elle tenable ? A force l'Europe est trop souple et cela pourrait mener à plusieurs Brexit ? Trop de clause d'opting out ? Cas du RU particulier il a toujours obtenu ce qu'il voulait depuis le début et aujourd'hui met l'Europe au centre de ses défaillances internes.

La réserve en droit international est prévue pour permettre d'éviter que l'Etat quitte l'organisation ou se retirent du Traité, ou pour lui permettre d'adhérer au Traité. On a imaginé une Europe à la carte parce qu'en droit de l'Union Européenne, à l'époque ce n'était pas possible. Qu'il y aient de multiples statuts peu créer un manque de cohésion qui ne va pas forcément contraindre les Etats à s'en aller.

Professeur : Le cas du Royaume-Uni est un cas particulier parce qu'il a obtenu tout ce qu'il voulait depuis la création de l'Europe et a pourtant décidé de quitter l'Union Européenne.

### **Propositions de la consultation citoyenne :**

- *Demander à ce que l'UE finance plus les projets culturels, entre artistes de l'Union européenne, des échanges, une culture commune*
- *Instaurer des programmes ERASMUS dès le collège et le lycée parce que certains manquent de moyens*
- *Au niveau du sport est-ce l'on peut imaginer une équipe de foot européenne (comme pour le golf)? Parce que sentiment français au moment de la coupe du monde.*
- *En matière d'immigration, on entend beaucoup de chose et l'on parle d'enjeu européen, alors que le budget ne représente qu' 1 ou 2% du budget de l'Union Européenne l'UE. La Norvège renvoie des personnes en Afghanistan c'est un fait. A quand une réelle compétence de l'UE en matière d'immigration ?*

### **Synthèse de cette consultation :**

→ Question des alternatives au libéralisme économique

→ Elargissements successifs

→ Problème de compréhension générale de l'Union européenne

- Communication efficace pour légitimer les institutions
- Déficit d'équilibre (dumping social et fiscal)
- Citoyens ont moins d'influence que les lobbys
- Financement de projet culturel européen / question du sport / processus d'Erasmus
- Elargissement du champ de compétence de l'Union Européenne
- Mise en œuvres d'outils plus simple d'accès pour les citoyens ?
- Projets culturels européens ? Equipe de foot européenne ?
- Elargir la politique migratoire ?

**VOTE: Cette synthèse est adoptée à la majorité.**